

La Politique transatlantique de Nicolas Sarkozy : rupture ou continuité ?

Alexandra Rice

Advisor: Dr. Usasi Chatterjee
Spring 2008

University Honors in French Studies

Certains hommes politiques français ont tiré la sonnette d'alarme sur le virage qui serait mené par le président Nicolas Sarkozy en matière de la politique transatlantique de la France. « J'alerte les Français ! » Roland Dumas, ancien Ministre des affaires étrangères, a-t-il déclaré, expliquant que la politique sarkozienne risque d'entraîner la mort de la tradition française d'une politique étrangère indépendante.¹ Dumas n'est guère le seul à s'en inquiéter. D'après la motion de censure déposée au parlement le 3 avril 2008, le président aurait une « obsession atlantiste » qui amènerait à ce que la France perde « sa liberté de choix dans le monde. »² Outre ces déclarations alarmistes, d'autres individus ont salué un « changement » bienvenu, le Premier ministre canadien Stephen Harper allant jusqu'à évoquer une « rupture ».³ Bien loin de cela, l'essentiel de la politique transatlantique française reste intacte sous Sarkozy, bien qu'adaptée à un monde qui évolue. La politique menée par Sarkozy s'inscrit dans celle de ces prédécesseurs et en est une continuation.

La Tradition de politique transatlantique de la Ve République

Charles de Gaulle, l'architecte de la politique étrangère française de la Ve République, a construit cette politique sur la conviction que la France soit une grande nation qui avait un rôle unique dans le monde. « Toute ma vie, a-t-il expliqué dans *Mémoires de guerre*, je me suis fait une certaine idée de la France. [...] Bref, la France ne peut être la France sans la grandeur. »⁴ Il a décidé que la France, bien qu'elle soit un pays moyen en ce qui concerne sa population et sa superficie, devrait jouer un rôle égal à sa grandeur ; elle devait peser dans le monde. Il ne voulait

¹ De Rochechouart, Thomas. « Roland Dumas : « J'alerte les Français ! ». » *France Soir*. 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.francesoir.fr>>.

² « Motion de censure. » *Assemblée nationale*. 3 avril 2008. 4 mai 2008 <<http://www.assemblee-nationale.fr>>.

³ Clarisse, Yves. « Nicolas Sarkozy multiplie les rapprochements avec Washington. » *L'Express*. 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.lexpress.fr>>.

⁴ Marseille, Jacques. *Nouvelle histoire de la France : II. De la Révolution à nos jours*. Paris : Perrin, 2002.

pas que la France soit cachée dans l'ombre d'un plus grand pays, tel que les Etats-Unis, surtout à une époque où le monde s'est divisé en deux blocs. Par conséquent, il a fondé une politique étrangère basée sur l'indépendance, ce qui comprenait l'autonomie de pensée, de décision et d'action. Hubert Védrine, l'ancien ministre des affaires étrangères, a expliqué, « Le fil conducteur de politique étrangère de la Ve République depuis que de Gaulle l'a reformulée vers 1966-1967, avec les inflexions liées à la personnalité de chaque président de la République et, dans quelques cas, à la personnalité des ministres, c'est l'idée d'une autonomie de décision. L'idée que la France a sa propre politique étrangère. »⁵ Pour démontrer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, qui cherchait à solidifier le bloc occidental dont ils étaient le chef, et pour prendre sa place parmi les plus grands dans l'ordre mondial, le général de Gaulle n'a pas hésité à critiquer les Etats-Unis et à jouer le rôle de donneur de leçons. Les présidents qui ont succédé au général de Gaulle ont continué dans la tradition de politique étrangère, pourtant tempérée, du président inaugurateur de la Ve République. Contraire aux critiques qui lui sont faites, Sarkozy, lui aussi, reste fidèle à la politique étrangère française, notamment par rapport aux Etats-Unis.

Tout d'abord, cette fidélité se confirme dans ses propos. Devant le Congrès américain en novembre 2007, le président de la République a revendiqué le droit à l'autonomie de pensée et d'action, tout en confirmant son amitié pour les Etats-Unis : « Avec des amis, on peut avoir des divergences, on peut avoir des désaccords, on peut même avoir des disputes comme dans une famille.⁶ [...] Je veux être votre ami, votre allié, votre partenaire. Mais je veux être un ami

⁵ Vernet, Daniel. « La France, l'Europe et l' « Irrealpolitik » » Le Monde 22 avril 2007. Lexis Nexis. American University, Washington, DC. 16 avril 2007.

⁶ Souvent le langage de Sarkozy ressemble fortement au langage utilisé par ces prédécesseurs, ce qui confirme la continuité de la politique transatlantique française. Par exemple, en prononçant un toast à un dîner à la Maison Blanche le 24 février 1970, le président Georges Pompidou a utilisé la métaphore d'une famille en déclarant, « Nos querelles n'ont été et ne seront jamais que des querelles de famille. » - Pompidou, Georges. « Toast. » Dîner en honneur du président Georges Pompidou. Maison Blanche, Washington. 24 fév 1970.

debout, un allié indépendant, un partenaire libre. »⁷ Cette déclaration d'autonomie est un fil qui se retrouve dans les messages répandus par les différents agents du président. Lors de sa visite aux Etats-Unis en septembre dernier, Bernard Kouchner, Ministre des affaires étrangères, a martelé, « Alliés oui, alignés non. Nous ne prenons pas nos ordres à Washington. »⁸ Pierre Vimont, ambassadeur français aux Etats-Unis, lui, insiste que la France est « très fière de son indépendance » et qu'elle « tient à ce que nous préservions notre autonomie ».⁹ En somme, au niveau du langage Sarkozy suit parfaitement la voie tracée pour lui par ses prédécesseurs.

L'Autonomie française au fil des années

Comme ses prédécesseurs, Nicolas Sarkozy se réserve le droit de critiquer les Etats-Unis, de leur signaler leurs erreurs et de les conseiller, ce qui l'éloigne de l'atlantisme dont il est accusé. Sarkozy a lancé quelques critiques en août dernier lors de son discours de politique étrangère à la conférence des Ambassadeurs : « Les Etats-Unis n'ont pas su résister à la tentation du recours unilatéral à la force et ne démontrent malheureusement pas, dans la protection de l'environnement, cette capacité de 'leadership' qu'ils revendiquent par ailleurs. Quand on revendique le 'leadership', il faut l'assumer dans tous les domaines. »¹⁰ Sarkozy a également saisi des occasions pour exprimer ses désaccords directement aux Américains. Il a profité de son discours du 7 novembre devant le Congrès américain pour soulever d'autres problèmes auxquels il faudrait, à son estimation, que les Etats-Unis portent attention, tels que la spéculation et la situation monétaire.¹¹ Récemment, François Fillon, Premier ministre, a identifié devant

⁷ Sarkozy, Nicolas. « Discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique. » Congrès des Etats-Unis, Washington. 7 nov 2007. 4 mai 2008 <<http://www.elysee.fr>>.

⁸ Kouchner sur les Etats-Unis: « Alliés oui, alignés non » *Le Monde*. 19 sept 2007 <<http://www.lemonde.fr>>.

⁹ « We're very proud of our independence. [...] We're very adamant on keeping our autonomy. » - Vimont, Pierre. Intervention. Ambassade de France, Washington. 5 mars 2008.

¹⁰ Sarkozy, Nicolas. Speech. La Conférence des Ambassadeurs. Palais de l'Elysée, Paris. 27 août 2007. 13 mars 2008 <<http://www.elysee.fr>>.

¹¹ Sarkozy, Nicolas. « Discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique. »

l'Assemblée nationale plusieurs points de divergences entre la France et les Etats-Unis : « [Les objectifs] nous distinguent aujourd'hui sur le réchauffement climatique, sur l'organisation du commerce mondial, sur la position de l'Union européenne vis-à-vis de l'adhésion de la Turquie, sur l'évolution même de l'Alliance atlantique sur laquelle le débat ne fait que commencer. »¹²

Au-delà des mots, l'opposition de Sarkozy se traduit parfois en action. Au début d'avril au sommet de l'OTAN à Bucharest, la France de Sarkozy s'est opposé à ce que l'on fasse un « plan d'action pour l'adhésion » (MAP), le précurseur à l'entrée à l'OTAN, pour la Géorgie et l'Ukraine puisque le président estimait que ces deux pays n'en étaient pas prêts ; cette décision était à l'encontre de la position américaine.¹³ Sur ce point comme sur tant d'autres, Sarkozy a exprimé son opposition à un souhait américain.

Certes, les avertissements de Sarkozy diffèrent de ceux du général de Gaulle. Ceux de ce premier sont édulcorés ; il prend soin de ne pas offusquer ses interlocuteurs, comme le montre cet exemple de son discours devant le Congrès américain : « Ceux qui aiment la nation qui a le plus démontré au monde les vertus de la libre entreprise attendent de l'Amérique qu'elle soit la première à dénoncer les dérives et les excès d'un capitalisme financier qui fait aujourd'hui la part trop belle à la spéculation. [...] L'Amérique que j'aime, c'est celle qui encourage les entrepreneurs, pas les spéculateurs. »¹⁴ Sarkozy a su enrober ses critiques avec des compliments, alors que les avertissements du général de Gaulle manquaient de la délicatesse et avaient tendance à provoquer des crises transatlantiques.

Que les critiques du général de Gaulle soient plus acharnées que celles du président actuel ne veut pas dire que ce dernier ait des sympathies atlantistes. C'est plutôt que la conjoncture actuelle entraîne une approche différente qui va au-delà de la façon dont la France

¹² Fillon, François. « Intervention du Premier ministre relative au débat sur la motion de censure. » Assemblée nationale. Palais Bourbon, 8 avril 2008. 4 mai 2008 <<http://www.premier-ministre.gouv.fr>>.

¹³ Delahousse, Laurent. Interview. 21 avril 2008.

¹⁴ Sarkozy, Nicolas. « Discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique. »

critique les Etats-Unis. A l'époque de la présidence gaullienne, la France sortait de la période d'après-guerre pendant laquelle elle avait dû beaucoup dépendre sur les Etats-Unis pour se remettre. De Gaulle cherchait à faire preuve de l'indépendance française vis-à-vis des Etats-Unis, surtout à une époque où les Etats-Unis voulaient la faire adhérer au bloc occidental dont ils étaient le chef. Cette situation a dicté une politique d'indépendance acharnée.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Sarkozy part de la logique que la France a plus à gagner en travaillant en concertation avec les Etats-Unis qu'en les opposant. Elle n'a plus à se soucier constamment de la démonstration de sa capacité de mener une politique étrangère indépendante ; cette capacité est bien établie : la France est présente partout dans les affaires internationales et elle a le réseau diplomatique le plus grand du monde après celui des Etats-Unis.¹⁵ La situation géostratégique est également en train de changer ; les Etats-Unis ne sont plus « l'hyperpuissance » inébranlable. D'autres puissances telles que la Chine montent tandis que les limites des Etats-Unis en matière de l'économie et du militaire s'exposent au grand jour. Jacques Hubert-Rodier, éditorialiste aux *Echos*, a expliqué que les Etats-Unis sont « à bout de souffle, comme en témoigne la tension sur ses troupes déployées sur plusieurs fronts à la fois, en Irak et en Afghanistan, et sur ses finances publiques. Sans conteste possible, l'Amérique demeure une immense puissance, mais confrontée à des puissances émergentes ou réémergentes comme la Russie et la Chine, elle a de plus en plus besoin de faire appel à ses alliés. »¹⁶ Les Etats-Unis, maintenant conscients de leurs limites, doivent aborder la politique étrangère d'une autre manière. Cette réalisation rend plus facile le travail en concertation avec les Etats-Unis ; la France peut s'y prendre sans compromettre son indépendance. Elle n'a plus besoin de s'affronter de manière constante à la puissance américaine.

¹⁵ Delahousse, Laurent.

¹⁶ Hubert-Rodier, Jacques. « La France, aiguillon de l'Otan. » *Les Echos* 18 mars 2008. 27 mars 2008 <<http://www.lesechos.fr>>.

Que la situation géostratégique ait changé se révèle dans la course à la Maison Blanche. Joseph Biden, sénateur du Delaware et ancien candidat présidentiel, a souligné le bénéfice que les Etats-Unis tireraient d'une coopération étroite avec la France. Pour lui, la relation franco-américaine est la relation bilatérale la plus importante pour les Etats-Unis. Il reconnaît que la position – politique et géographique – de la France en Europe, ainsi que sa compréhension du monde musulman, font d'elle un allié essentiel pour les Etats-Unis.¹⁷ L'intérêt américain agrandissant aux contributions françaises éventuelles permet à Sarkozy de modifier quelque peu la manière dont il procède dans les relations transatlantiques par rapport à ces prédécesseurs, tout en restant fidèle aux bases de la politique transatlantique de la Ve République.

La Continuation de la politique transatlantique à travers des dossiers actuels : l'Irak

Un des dossiers internationaux les plus brûlants, surtout en France, est celui de l'Irak. Les Français se targuent d'avoir opposé cette guerre, ce qui explique leur malaise face à une participation éventuelle à une résolution politique. Sarkozy s'est fait critiquer pour sa « compréhension affichée envers la funeste intervention américaine en Irak »,¹⁸ c'est-à-dire sa volonté de participer à l'élaboration d'une solution politique en Irak, tout en restant à l'écart des exercices militaires. La visite de Kouchner en Irak en septembre 2007, l'amorce d'une participation politique française, a suscité une réaction vive en France, bien que le ministre ait pris soin de souligner qu'il s'y est rendu sans demander la permission aux Américains.¹⁹ Cet engagement laisse craindre un revirement sur l'opposition à la guerre.

Pourtant, ce geste ne signale pas une approbation tardive de la guerre lancée en 2003 mais plutôt une reconnaissance de la nécessité de paix en Irak. La participation à l'élaboration

¹⁷ Biden, Joseph. Interview. 26 déc 2007.

¹⁸ « Motion de censure. »

¹⁹ Kouchner, Bernard. Conférence de Presse. Ambassade de France, Washington. 20 sept 2007.

d'une solution politique s'inscrit parfaitement dans la logique de la politique étrangère française de la Ve République. D'abord, participer à la résolution de la situation irakienne permet à la France de peser dans les affaires internationales et de réaffirmer son importance à l'échelle mondiale. Deuxièmement, une telle participation est évocatrice de la façon dont la France a géré la situation vietnamienne dans les années 60. Dans un discours à Phnom-Penh au Cambodge en 1967 qui a enragé les Américains, le général de Gaulle a déclaré que le conflit vietnamien dans lequel combattaient les Américains, ne serait résolu que par la voie politique.²⁰ Quelques années plus tard, la France a joué un rôle politique en accueillant une conférence de paix à Paris. De nos jours, les intentions de Sarkozy par rapport à l'Irak ressemblent à celles du général de Gaulle il y a quarante ans. Sarkozy n'approuve pas la guerre, mais il ressent la responsabilité en tant qu'acteur international d'œuvrer à une résolution du conflit. Lors de son discours à la conférence des Ambassadeurs le 27 août 2007, il a déclaré, « La tragédie irakienne ne peut pas nous laisser indifférents. La France était, grâce à Jacques Chirac, et demeure hostile à cette guerre. Que l'histoire nous ait donné raison ne nous dispense pas d'en mesurer les conséquences. » Il arrive à la même conclusion que de Gaulle : « Il n'y aura de solution que politique. »²¹ Au lieu de trancher avec la politique étrangère de ces prédécesseurs sur ce dossier, Sarkozy y adhère parfaitement.

« Le Grand Marchandage France-Otan »²²

Une critique plus sérieuse est lancée contre Sarkozy par rapport à sa politique otanienne. Le président français, souhaitant que la France reprenne « toute sa place » au sein de l'Alliance atlantique, a évoqué la réintégration de la France dans la structure militaire intégrée de l'OTAN,

²⁰ « US-French Frictions of the Past. » *Journal of Commerce* 25 août 1982.

²¹ Sarkozy, Nicolas. La Conférence des Ambassadeurs.

²² Zecchini, Laurent. « Le Grand Marchandage France-OTAN. » *Le Monde* 10 nov 2007. *Lexis Nexis*. American University, Washington. 24 avril 2008.

une action de haute importance symbolique vu que son aboutissement mettrait fin à la parenthèse ouverte en 1966 lorsque de Gaulle a décidé de retirer la France de l'OTAN. En outre, Sarkozy a répondu à l'appel de l'OTAN et du président Bush concernant des renforts en Afghanistan en proposant d'y envoyer un bataillon supplémentaire, soit quelques 700 troupes.

Ces deux décisions ont suscité un tollé en France. Celle d'envoyer un bataillon supplémentaire a provoqué la déposition d'une motion de censure au parlement le 3 avril mettant en question la politique étrangère menée par Sarkozy et son « obsession atlantiste ». D'après la motion, les conséquences de cette politique, qui s'inscrit dans un « alignement atlantiste global », seront gravissimes : « En abdiquant son autonomie de décision militaire et stratégique dont tous les présidents de la Ve République ont été les gardiens, en abandonnant son combat pour le multilatéralisme, en oubliant ses ambitions d'un pilier européen de défense, la France perdrait sa liberté de choix dans le monde. Elle se retrouverait liée à une doctrine de blocs qu'elle a toujours récusée. »²³ Pour Roland Dumas, l'ancien responsable du Quai d'Orsay, ce sera « un changement cardinal de la politique étrangère française depuis le général de Gaulle ». ²⁴ Selon d'autres, l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan est une réponse « à l'attente américaine » et un « grand pas dans le réchauffement des relations avec les Etats-Unis qui marque aussi le retour de la France sur le devant de la scène atlantiste. »²⁵ D'après ses analyses, la politique de Sarkozy, notamment ses décisions en ce qui concerne l'OTAN et l'Afghanistan, compromettrait la politique transatlantique menée par ses prédécesseurs.

Ses propos alarmistes sont exagérés pour plusieurs raisons. D'abord, tâcher de réintégrer la France à l'OTAN n'est guère une idée novatrice : la tentative de Sarkozy en est la troisième depuis vingt ans. En 1990-1991, Mitterrand était responsable de la première tentative, qui s'est

²³ « Motion de censure. »

²⁴ De Rochechouart, Thomas.

²⁵ Chazot, Sylvain. « Otan en emporte Sarkozy. » *France Soir* 2 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.francesoir.fr>>.

soldée par un échec. Les efforts de Jacques Chirac à cet effet, en 1995-1997, ont connu des résultats mixtes : une partie de sa proposition s'est rejetée par les Etats-Unis, qui jugeaient la contrepartie souhaitée excessive.²⁶ La tentative de Sarkozy ne fait que finaliser le « retour » amorcé par son prédécesseur.

Deuxièmement, les conséquences d'un « retour » complet à l'OTAN seraient limitées car la France s'y est retournée progressivement au cours des deux mandats chiraquiens. En 1995, la France a recommencé à siéger au comité militaire de l'Alliance atlantique. En 2004, la France a renvoyé des officiers au Shape, le quartier général des forces alliées en Europe, et à l'ACT, le commandement allié pour la transformation (de l'Alliance), à Norfolk. Aujourd'hui, la France n'est absente que du comité des plans de défense (DPC) et du groupe des plans nucléaires (NPG).²⁷ D'après Nicole Bacharan, une historienne et politologue qui se spécialise dans les relations transatlantiques, « un retour complet dans l'OTAN n'est pas un changement de politique majeur, mais plutôt une clarification. »²⁸ La grande partie du « retour » s'étant déjà effectuée, la décision annoncée par Sarkozy est d'une portée minimale.

Troisièmement, vu la situation actuelle, un « retour » à l'OTAN est logique. Une participation entière au commandement intégré permettrait à la France d'exercer un pouvoir décisionnel qui correspond à ses contributions. Selon Frédéric Bozo, professeur à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris-III, « la présence de la France aux échelons militaires décisionnels reste proportionnellement très inférieure à sa participation opérationnelle, ce qui restreint *ipso facto* le crédit ou le prestige qu'elle peut attendre de cette implication, ainsi que sa capacité à peser sur la préparation et la conduite d'engagements pourtant décisifs pour l'avenir

²⁶ Bozo, Frédéric. "Alliance atlantique: la fin de l'exception française?" Fondation pour l'innovation politique février 2008. 10 avril 2008 <<http://www.fondapol.org>>.

²⁷ Zecchini, Laurent.

²⁸ Bacharan, Nicole. « La France dans l'Otan. » Le Figaro 11 avril 2007. 17 avril 2008 <<http://www.lefigaro.fr>>.

de l'OTAN, comme en Afghanistan. »²⁹ De surcroît, la fin de la guerre froide a modifié l'utilité du « statut particulier » de la France ; comme l'explique Bozo, « pendant près d'un quart de siècle, sur fond d'un ordre établi Est-Ouest persistant, le modèle gaullien d'appartenance à l'Alliance [...] avait très largement fonctionné à l'avantage de la France. Mais, avec la fin de la guerre froide et la transformation du contexte stratégique qui s'est ensuivie, le statu quo entre la France et l'OTAN devenait difficilement tenable. »³⁰ Le statut particulier français au sein de l'OTAN n'est plus avantageux.

En outre, la proposition d'un « retour » dans le commandement intégré de l'OTAN se justifie par la contrepartie. D'après Bozo, « pour que l'initiative de Nicolas Sarkozy puisse être interprétée comme une véritable rupture avec la politique antérieure et donc comme l'expression d'un choix proprement 'atlantiste', il faudrait que la volonté de 'normalisation' affichée constitue une fin en soi, l'objectif ultime étant de rétablir coûte à coûte une participation française pleine et entière dans l'OTAN. »³¹ Or, la réintégration française à l'OTAN ne serait effectuée qu'à condition que la défense européenne soit renforcée : « initialement présentés comme devant être menés *pari passu*, le renforcement de la défense européenne et la rénovation de l'OTAN sont désormais présentés comme des étapes préalables à l'évolution du statut de la France dans l'Alliance. »³² Un « retour » à l'OTAN comprendrait donc des bénéfices au-delà de ceux qui y sont directement associés.

La décision d'envoyer un bataillon supplémentaire en Afghanistan relève d'une logique semblable, malgré des accusations au contraire. D'après la motion de censure, cette décision « a peu à voir avec l'Afghanistan et beaucoup avec l'obsession atlantiste du Président de la

²⁹ Bozo, Frédéric.

³⁰ Ibid.

³¹ Ibid.

³² Ibid.

République ».³³ Pourtant, Sarkozy n'est pas en train de tout céder aux Américains car la contribution supplémentaire se base sur quatre conditions : « confirmation par les alliés de leur détermination à maintenir leur effort dans la durée, adoption d'une stratégie politique partagée, meilleure coordination des efforts civils et militaires sur le terrain, [et] accroissement de l'effort de formation au profit des forces de sécurité afghanes ».³⁴ En outre, pour Nicolas Roche, conseiller pour les affaires politico-militaires à l'Ambassade de France à Washington, l'envoi des troupes ne serait qu'une continuation du renforcement commencé en Afghanistan par Chirac. Roche insiste également que cette décision est motivée par trois facteurs – la solidarité entre les alliés, les besoins de sécurité et la dimension politique - dont aucune n'a trait à une obsession atlantiste. (NR) Les motivations de cette décision sont bien françaises.

Pour Richard Kuisel, professeur à l'université de Georgetown et spécialiste des relations franco-américaines du 20^e siècle, ces deux décisions – le « retour » dans le commandement intégré de l'OTAN et l'envoi des troupes supplémentaires – s'expliquent par la stratégie dont se sert Sarkozy pour faire avancer ses projets. D'après Kuisel, Sarkozy facilite l'aboutissement des projets qui lui sont les plus chers en faisant preuve d'un esprit de coopération avec les Etats-Unis, sachant qu'il peut atteindre ses objectifs plus facilement quand la résistance américaine est absente. Selon Kuisel, la France cherche à maximiser son influence dans le monde en trouvant le juste équilibre entre une certaine influence à Washington et une certaine distance de Washington. La France doit se rapprocher aux Américains tout en gardant son indépendance pour qu'elle ne devienne pas un caniche des Etats-Unis comme la Grande-Bretagne. Ces deux décisions du président français s'inscriraient dans une stratégie de faire avancer quelques dossiers clés. Pour Kuisel, cette approche reste fidèle à la politique transatlantique antérieure.³⁵

³³ « Motion de censure. »

³⁴ Fillon, François. « Intervention du Premier ministre sur l'action de la France en Afghanistan. » Assemblée nationale. Palais Bourbon, Paris. 1 avril 2008. 8 mai 2008 <<http://www.premier-ministre.gouv.fr>>.

³⁵ Kuisel, Richard F. Interview. 1 mai 2008.

Cette stratégie permet à Sarkozy de renforcer l'Europe de la défense, un dossier auquel il tient énormément, surtout en vue de la présidence française de l'Union européenne au deuxième semestre de 2008. Il compte profiter de cette occasion pour faire avancer ce dossier, ce que la coopération américaine pourrait faciliter. « [L'Europe de la défense] est mon ambition. C'est ma priorité. La présidence française de l'Union européenne nous en donne l'occasion idéale », Sarkozy a-t-il proclamé.³⁶ Les origines de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) remontent au début des années 90. Le projet a pris un nouvel élan lorsque la PESD s'est lancée en 1998 au sommet franco-britannique de Saint-Malo. Cette politique figure également dans le traité de Lisbonne.³⁷ Quoique l'Europe ait conduit une quinzaine d'opérations civiles et militaires depuis 2003, l'Europe de la défense est toujours en développement. Lors de son discours de politique étrangère à la conférence des Ambassadeurs le 27 août 2007, le chef de l'Etat a décrit le travail qui restait à faire : « nous avons besoin de renforcer nos capacités de planification et de conduite des opérations, de développer l'Europe de l'armement avec de nouveaux programmes et de rationaliser ceux qui existent, d'assurer l'interopérabilité de nos forces, et que chacun en Europe prenne sa part de la sécurité commune. »³⁸ L'approbation américaine de l'Europe de la défense faciliterait l'obtention de ces objectifs.

Jusqu'en février dernier, les Etats-Unis se sont opposés à ce dossier, qu'ils considéraient contradictoire à l'OTAN et dont ils soupçonnaient une tentative d'affaiblir l'Alliance atlantique. Dans un éditorial du *Monde*, Bernard Kouchner, Ministre des affaires étrangères et européennes, a insisté sur la complémentarité – et non la compétition – entre l'OTAN et l'Europe de la

³⁶ « Paris veut finaliser son plein retour dans l'Otan dès après 2008. » *La Tribune* 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.latribune.fr>>.

³⁷ Kouchner, Bernard. « Pour une défense européenne. » *Le Monde* 10 mars 2008. 27 mars 2008 <<http://www.lemonde.fr>>.

³⁸ Sarkozy, Nicolas. La Conférence des Ambassadeurs.

défense : « Comment pourrait-il en être autrement quand 21 des 26 alliés de l'OTAN sont membres de l'Union et que 21 des 27 partenaires de l'Union européenne sont membres de l'OTAN ? », a-t-il raisonné.³⁹ Pour rassurer les Etats-Unis que la France ne cherche pas à porter atteinte à l'OTAN, Sarkozy mène un travail diplomatique judicieux. Devant le Congrès américain en novembre 2007, Sarkozy a plaidé aux Américains d' « a[voir] confiance en Europe » : « Qui pourrait reprocher aux Etats-Unis d'assurer leur sécurité ? Personne. Qui pourrait me reprocher de vouloir que l'Europe assure davantage sa sécurité ? Personne. Tous nos alliés, à commencer par les Etats-Unis, [...] ont un intérêt stratégique à ce que l'Europe s'affirme comme un partenaire de sécurité crédible et fort. »⁴⁰ Le travail diplomatique qu'entreprend Sarkozy comprend des preuves de bonne volonté telles qu'un retour dans le commandement intégré de l'OTAN et l'envoi des troupes supplémentaires en Afghanistan. Cela est nécessaire car, comme le dit Bozo, « les ambitions de la France en matière de défense européenne continuent, malgré les importantes avancées enregistrées depuis le lancement de la PESD, d'être hypothéquées par le maintien de son 'statut particulier' et par l'affirmation intransigeante de ses positions au sein de l'Alliance. »⁴¹ Suivant le raisonnement de Bozo, Sarkozy n'a pas d' « obsession atlantiste » - il reste fidèle à la politique étrangère de la Ve République - car ces preuves de bonne volonté œuvrent au renforcement de l'Europe de la défense ; la normalisation du statut de la France dans l'OTAN n'est pas une « fin en soi ».

Le pari du président semble avoir réussi. En février dernier, Washington a donné le feu vert à la PESD pour la première fois, ce qui est, d'après un commentaire des *Echos*, « un vrai tournant, tant l'Amérique avait affiché sa suspicion – voire son mépris – à l'égard de l'Europe de la défense. »⁴² Victoria Nuland, l'ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'Alliance, a expliqué à

³⁹ Kouchner, Bernard. « Pour une défense européenne. »

⁴⁰ Sarkozy, Nicolas. Discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique.

⁴¹ Bozo, Frédéric.

⁴² Hubert-Rodier, Jacques.

Paris que l'Europe, les Etats-Unis et l'OTAN avaient besoin d'une capacité européenne de défense renforcée.⁴³ Ces jours-ci, Washington reprend les mots de Sarkozy en insistant sur la complémentarité entre l'OTAN et l'Europe de la défense. Cela représente une révolution dans l'attitude des Etats-Unis sur ce dossier, ce qui s'explique sans doute par la bonne volonté française démontrée en matière de l'OTAN et de ses engagements en Afghanistan.

Le Réchauffement des relations franco-américaines

Ceux qui restent convaincus que Sarkozy ait une obsession atlantiste citent le côté pro-américain du président français. Sarkozy n'a pas caché son pro-américanisme ; il l'a affiché tout au long de sa campagne présidentielle. Lorsqu'il est venu aux Etats-Unis en tant que pré-candidat en septembre 2006, il a prononcé un discours nettement pro-américain, évoquant le prétendu amour français pour les blue jeans, les hamburgers et les films américains, ce qui a provoqué une réaction négative en France.⁴⁴ « Sarko l'Américain » a passé ses premières vacances d'été depuis son élection, aux Etats-Unis, au New Hampshire, et il en a profité pour déjeuner avec le président américain. Son discours au Congrès américain en novembre 2007 – « extrêmement bien reçu non seulement par les membres du Congrès mais par tout le peuple américain », d'après John McCain⁴⁵ - n'a fait que confirmer ce pro-américanisme. Ce discours s'est fourni comme exemple du « alignement atlantiste global » dans la motion de censure du 3 avril.⁴⁶ Toutefois, un discours ou un comportement pro-américain ne se traduit pas automatiquement par un abandon d'une politique étrangère indépendante.

⁴³ Gardiner, Nile, and Sally McNamara. "Sarkozy's NATO Demands Are Unreasonable." *CBS News* 31 mars 2008. 31 mars 2008 <<http://www.cbsnews.com>>.

⁴⁴ Kessler, Glenn. « Visiting French Presidential Hopeful Lauds U.S. in Speech.» *Washington Post* 13 sept 2006. 18 sept 2006 <<http://www.washingtonpost.com>>.

⁴⁵ « McCain loue l'ère « d'amitié franco-américaine » » *Le Figaro* 22 mars 2008. 3 avril 2008 <<http://www.lefigaro.fr>>.

⁴⁶ « Motion de censure. »

Il est à noter que le pro-américanisme de Sarkozy et le rapprochement franco-américain actuel ne sont pas novateurs mais plutôt attendus. Le rapprochement actuel est souvent attribué à Sarkozy ; « Il n'y a pas de doute, les relations sont en train de changer pour le meilleur et le mérite en revient pour beaucoup au président Sarkozy » le président Bush a-t-il déclaré. Cependant, ce rapprochement ne s'est pas lancé le jour où Sarkozy est entré en fonctions ; en réalité, c'est la continuation du travail discret mené par son prédécesseur, Jacques Chirac, depuis 2004. Notamment, la coopération entre la France et les Etats-Unis en ce qui concerne Liban a fait partie de ce rapprochement.⁴⁷ Sarkozy n'est pas le seul responsable de l'état actuel des relations franco-américaines.

Deuxièmement, le rapprochement dont se targue Sarkozy est typique du début de mandat présidentiel. Comme l'explique Bozo, « la phase actuelle de rapprochement franco-américain [...] s'inscrit au fond dans un schéma classique, tous les débuts de mandat présidentiel sous la Ve République ayant été marqués par un tel mouvement, au-delà des différences de contexte ou de personnes. »⁴⁸ D'après François Rivasseau, Ministre conseiller à l'Ambassade de France à Washington, tous les présidents de la Ve République ont fait de l'amélioration des relations franco-américaines une priorité.⁴⁹ Comme Sarkozy, les premiers mandats de ces présidents ont débuté par une période de réchauffement des relations. Pour Georges Pompidou, c'était presque inévitable. Charles de Gaulle avait été associé à tant de malheur transatlantique que n'importe quel successeur aurait déclenché une amélioration des relations franco-américaines.⁵⁰ Valérie Giscard d'Estaing, lui, s'était attribué, comme Sarkozy, le surnom « l'Américain. »⁵¹ Les

⁴⁷ « Embassy Row : Getting Personal. » Washington Times 17 mars 2008. 3 avril 2008 <<http://www.washingtontimes.com>>.

⁴⁸ Bozo, Frédéric.

⁴⁹ Rivasseau, François. « French Foreign Policy : Emphasizing the Bilateral Relationship with the US. » American University, Washington. 11 avril 2008.

⁵⁰ "The Future of Franco-U.S. Relations." TIME 9 May 1969. 28 Feb. 2008 <<http://www.time.com>>.

⁵¹ Rivasseau, François.

parallèles entre le rapprochement de Sarkozy et celui de Giscard sont nombreuses. Selon un article de *Business Week* de l'époque, Giscard s'est engagé à modifier radicalement les relations extérieures de la France et a réussi à rapprocher les deux pays. Comme Sarkozy, Giscard prenait la société américaine comme modèle.⁵² Pourtant, ce rapprochement n'a duré que quelques années.⁵³ Le prochain président, Mitterrand, ayant compris que les Américains et les Anglais étaient très résistants envers la France, a tenté d'améliorer les relations transatlantiques.⁵⁴ L'amélioration survenue sous Jacques Chirac n'était pas surprenante à l'époque étant donné qu'il avait passé une partie de sa jeunesse aux Etats-Unis.⁵⁵ Même la venue au pouvoir de certains présidents américains, tels que Richard Nixon⁵⁶ et Ronald Reagan⁵⁷, a stimulé un réchauffement des relations franco-américaines. Le réchauffement actuel n'est pas un phénomène nouveau.

La permanence du rapprochement actuel reste à voir. Selon Laurent Delahousse, Premier conseiller à l'Ambassade de France à Washington, les premiers mandats présidentiels français de la Ve République commencent tous par un rapprochement aux Américains et un éloignement des Allemands ; ensuite, le phénomène se renverse au cours du mandat.⁵⁸ Malgré cette tendance, pour Christine Lagarde, Ministre de l'économie, le rapprochement sera permanent. D'abord, pour elle, la situation géopolitique contribuera à la continuation des bonnes relations. Deuxièmement, elle attribue de l'importance au lien affectif qu'a Nicolas Sarkozy pour les Etats-Unis ; il croit aux valeurs américaines et il se sent proche des Etats-Unis.⁵⁹ Pourtant, pour Kuisel, le spécialiste des relations franco-américaines, le lien entre Sarkozy et les Etats-Unis est faible. Le président actuel, n'ayant jamais vécu aux Etats-Unis, les connaît mal, tandis que

⁵² "The French Prescription for the World's Economic Woes." *Business Week* 9 juin 1975: 70-71.

⁵³ Rivasseau, François.

⁵⁴ Kuisel, Richard F.

⁵⁵ Rivasseau, François.

⁵⁶ « L'Amitié franco-américaine sort de l'ombre. » *France-Information* avril 1969 : 3-6.

⁵⁷ Eder, Richard. "For the U.S. and Paris, Springtime of New Entente." *The New York Times* 17 mars 1981.

⁵⁸ Rivasseau, François.

⁵⁹ Lagarde, Christine. Interview. 2 mai 2008.

Jacques Chirac, qui y a passé une partie de sa jeunesse, n'a toujours pas su résister au refroidissement des relations franco-américaines, ce qui rend douteuse la capacité de Sarkozy d'y résister lui aussi.⁶⁰ Pourtant, Lagarde ne croit toujours pas qu'un refroidissement soit inévitable ; elle réduit le rôle qu'a joué le séjour américain de Jacques Chirac sur sa politique, notant que Chirac s'intéressait plus à l'Asie, notamment le Japon, qu'à l'Amérique.⁶¹ Ce n'est qu'en attendant que l'on verra si Lagarde a vu juste.

Nicolas Sarkozy n'est guère le premier président de la Ve République à devoir faire face aux accusations d'atlantisme. Il semble dire la vérité lorsqu'il insiste, « Je ne suis pas l'atlantiste que l'on croit. »⁶² Pour l'instant, il reste fidèle à la politique transatlantique de ces prédécesseurs, bien que cela ne soit pas évident au premier coup d'œil. Il bénéficie du réchauffement des relations franco-américaines tant salué qui n'est pourtant pas définitif. A part des indications historiques, il faut attendre la publication du Livre blanc français sur la défense et celui sur la politique étrangère, qui sortiront prochainement,⁶³ pour savoir ce à quoi l'on peut s'attendre en matière de la politique transatlantique sarkoziyenne.

⁶⁰ Kuisel, Richard F.

⁶¹ Lagarde, Christine.

⁶² Bozo, Frédéric.

⁶³ Ibid.

Bibliographie

Bacharan, Nicole. "La France dans l'Otan." Le Figaro 11 avril 2008. 17 avril 2008 <<http://www.lefigaro.fr>>.

Biden, Joseph. Interview. 26 déc 2007.

Bozo, Frédéric. "Alliance atlantique: la fin de l'exception française?" Fondation pour l'innovation politique fév 2008. 10 avril 2008 <<http://www.fondapol.org>>.

Chazot, Sylvain. "Otan en emporte Sarkozy." France Soir 2 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.francesoir.fr>>.

Clarisse, Yves. « Nicolas Sarkozy multiplie les rapprochements avec Washington. » L'Express. 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.lexpress.fr>>.

De Rochechouart, Thomas. "Roland Dumas: "J'alerte les Français!"" France Soir 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.francesoir.fr>>.

Delahousse, Laurent. Interview. 21 avril 2008.

Eder, Richard. « For the U.S. and Paris, Springtime of New Entente. » The New York Times 17 mars 1981.

"Embassy Row: Getting Personal." Washington Times 17 mars 2008. 3 avril 2008
<<http://www.washingtontimes.com>>.

Fillon, François. "Intervention du Premier ministre relative au débat sur la motion de censure. » Assemblée nationale. Palais Bourbon, Paris. 8 avril 2008. 4 mai 2008
<<http://www.premier-ministre.gouv.fr>>.

Fillon, François. "Intervention du Premier ministre sur l'action de la France en Afghanistan." Assemblée Nationale. Palais Bourbon, Paris. 1 avril 2008. 4 mai 2008
<<http://www.premier-ministre.gouv.fr>>.

Gardiner, Nile, and Sally McNamara. "Sarkozy's NATO Demands are Unreasonable." CBS News 31 mars 2008. 31 mars 2008 <<http://www.cbsnews.com>>.

Hubert-Rodier, Jacques. "La France, aiguillon de l'Otan." Les Echos 18 mars 2008. 27 mars 2008
<<http://www.lesechos.fr>>.

Kessler, Glenn. "Visiting French Presidential Hopeful Lauds U.S. in Speech." Washington Post 13 sept 2006. 18 sept 2006 <<http://www.washingtonpost.com>>.

Kouchner, Bernard. Conférence de presse. Ambassade de France, Washington. 20 sept 2007.

Kouchner, Bernard. "Pour une défense européenne." Le Monde 10 mars 2008. 27 mars 2008
<<http://www.lemonde.fr>>.

Kouchner sur les Etats-Unis: "Alliés oui, Alignés non" Le Monde. 19 sept 2007
<<http://www.lemonde.fr>>.

Kuisel, Richard F. Interview. 1 mai 2008.

"L'Amitié franco-américaine sort de l'ombre." France-Information avril 1969 : 3-6.

Lagarde, Christine. Interview. 2 mai 2008.

Marseille, Jacques. *Nouvelle histoire de la France: II. De la Révolution à nos jours*. Paris: Perrin, 2002.

"McCain loue l'ère "d'amitié franco-américaine"" Le Figaro 22 mars 2008. 3 avril 2008
<<http://www.lefigaro.fr>>.

« Motion de censure. » *Assemblée nationale*. 3 avril 2008. 4 mai 2008 <<http://www.assemblee-nationale.fr>>.

"Paris veut finaliser son plein retour dans l'Otan dès après 2008." *La Tribune* 3 avril 2008. 3 avril 2008 <<http://www.latribune.fr>>.

Pompidou, Georges. "Toast." Dîner en l'honneur du président Georges Pompidou. Maison Blanche, Washington. 24 fév 1970.

Rivasseau, François. "French Foreign Policy: Emphasizing the Bilateral Relationship with the US." American University, Washington. 11 avril 2008.

Sarkozy, Nicolas. Allocution. La Conférence des Ambassadeurs. Palais de l'Elysée, Paris. 27 août 2007. 13 mars 2008 <<http://www.elysee.fr>>.

Sarkozy, Nicolas. "Discours de Nicolas Sarkozy devant le Congrès des Etats-Unis d'Amérique." Congrès des Etats-Unis, Washington. 7 nov 2007. 4 mai 2008 <<http://www.elysee.fr>>.

"The French Prescription for the World's Economic Woes." *Business Week* 9 juin 1975: 70-71.

"US-French Frictions of the Past." *Journal of Commerce* 25 août 1982.

Vernet, Daniel. "La France, l'Europe et l' "Irrealpolitik"" *Le Monde* 22 avril 2007. *Lexis Nexis*. American University, Washington, DC. 16 Apr. 2008.

Vimont, Pierre. Intervention. Ambassade de France, Washington. 5 mars 2008.

Zecchini, Laurent. "Le Grand Marchandage France-OTAN." *Le Monde* 10 nov 2007. *Lexis Nexis*. American University, Washington. 24 avril 2008.